

ACTU

Novembre 2019

Conditions de travail



FIACT

Un message récent du SG a demandé aux présidents de CHSCT de mettre à l'ordre du jour des CHSCT locaux les appels à projet dans le cadre du FIACT. Nous avons déjà abordé ce sujet lors du CHSCTM du 9 avril 2019. Les membres du CHSCTM n'ont pas été informés de ce message et nous l'avons découvert (le 20/11) suite à une interrogation de camarades sollicités dans le cadre de leur CHSCT...



Comment s'en saisir

Pour 2020, trois thèmes prioritaires ont été définis par la DGAFP :

- l'accompagnement des collectifs de travail, des organisations ;
- les démarches de prévention des risques ;
- les démarches de qualité de vie au travail.

Solidaires ne se reconnaît évidemment pas dans le concept dévoyé de « qualité de vie au travail », surtout dans le contexte de destruction des administrations de Bercy.

En revanche, les 2 premiers items sont intéressants, même si un simple financement ne pourra remplacer les questions liées à l'organisation du travail.

Pour les équipes locales, les enjeux sont de partir de situations de travail qu'elles connaissent afin de véritablement mettre en oeuvre des actions de prévention primaire, et surtout ne pas se laisser faire par des directions locales qui verront là une occasion de trouver des fonds. De toute façon, la DGAFP examine les projets à l'aune de certains critères dont la participation active des CHSCT locaux.

À noter que la date limite de remontée des projets est fixée au 20 décembre et que les CHSCT locaux ont jusqu'au 30 novembre pour mettre ce sujet à l'ordre du jour.

Projets du ministère des Finances en 2019 (proposés en 2018)

Vous trouverez ci-dessous les projets portés l'année dernière par le ministère, sans information préalable du CHSCTM, dont certains très « exotiques », mais surtout très éloignés de ce que vivent les agents au quotidien.

Prévention des TMS et travail sur écran - Duodaki –SG / SRH3 –25 000€

Le projet a pour objectif de prévenir l'émergence des troubles musculo-squelettiques et de sensibiliser les agents aux liens entre travail sur écran et TMS.

Afin de généraliser cette sensibilisation et de permettre la diffusion de recommandations directement exploitables par les agents sur leur poste de travail, un support vidéo apparaît le média le plus adapté et le plus facile à diffuser à grande échelle. Ce support vidéo pourra ensuite être complété par des documents rédigés permettant si nécessaire d'approfondir une thématique de manière plus détaillée.

L'objectif du projet présenté est donc de concevoir un support animé synthétique balayant l'ensemble des grands principes généraux permettant une installation optimale au poste de travail. Ce support sera réalisé par un cabinet d'animation graphique.

Le recours au graphisme animé permet de concevoir une présentation dynamique, synthétique et pédagogique favorisant une appropriation la plus aisée possible par le public cible.

Ce projet est l'aboutissement de nombreux échanges avec les agents, les médecins de prévention et plus largement de tous les acteurs ministériels impliqués dans la prévention des risques sur le lieu de travail et notamment du pôle ergonomie du ministère.

Il prend la forme de 4 vidéos de sensibilisation qui sont destinées aux acteurs informatiques, aux acteurs hiérarchiques et à tous les agents des ministères économiques et financiers. Cette action doit bien entendu être conçue, pour être exploitable, au niveau interministériel.

Végétalisation du centre des finances publiques de la Boudronnée à Dijon – DRFIP 21 – 18 500 €

La DRFIP recherche des solutions pour limiter l'impact des fortes chaleurs tout en excluant la climatisation. Le projet consiste, dans un premier temps, en une expertise par la réalisation d'une étude de faisabilité de la végétalisation de la toiture terrasse et des façades du Centre des Finances publiques.

Ce projet doit permettre d'améliorer les conditions de travail des 331 agents qui travaillent dans le centre.

Aménagement d'une salle de formation innovante – SG/IGPDE – 24 500€

L'objectif de ce réaménagement est de créer un espace de formation innovant, accueillant, évolutif et propice à différents apprentissages en grand groupe ou en petits groupes. Il doit permettre de travailler en petits groupes de manière collaborative, d'alterner des séquences d'activités, de mettre en oeuvre différents types de pédagogie et d'installer un espace de créativité et d'innovation pour les formations.

Cocons à déconnexion – SG / Mission innovation – 29 000€

L'objectif du projet est d'installer des espaces dédiés à la micro-sieste au sein des MEF pour répondre à une demande des agents qui ont eu l'occasion de tester la micro-sieste lors de la Quinzaine des Managers et de BercyINNOV. Plus largement, il s'agit de prendre en compte la demande des agents de disposer d'espaces dédiés de repos/déconnexion dans leur environnement de travail. Les 8 cocons prévus seraient mis à disposition des agents relevant de l'administration centrale.

Pour mémoire, le compte-rendu du 09/04/2019 : Fond interministériel pour l'amélioration des conditions de travail (FIAC) : 1 million d'euros pour toute la Fonction publique...

Dans le cadre de la mise en place du programme «Action publique 2022», un « *fonds interministériel pour l'amélioration des conditions de travail (FIAC)* » dans la Fonction publique a été créé.

Nouveauté affichée depuis 2018 comme une priorité du ministre, ce fonds est doté d'un million d'euros, et est destiné à accompagner les services dans la mise en oeuvre de meilleures conditions de travail pour les agents. Il s'agirait également « *d'assurer des conditions de travail protectrices de leur santé, et rendre l'exercice des missions de service public épanouissantes pour tendre vers le bien-être au travail.* »

Un comité de sélection composé de la DGAFP, de certains ministères, de l'ANACT se réunit pour décider quels projets vont être financés en fine avec comme critères discriminants des projets comportant des situations collectives, une participation des agents, un avis de CHSCT, un soutien syndical, la présence d'un DUERP, des actions de prévention...

Solidaires a, dès le début de la mise en place de ce fond, dénoncé le fait que la somme de 1 millions d'euros est dérisoire au regard des enjeux en matière d'amélioration de conditions de travail, pour toute la Fonction publique (l'ensemble des budgets pour les CHSCT des MEF s'élève à plus de 15 M €).

Dérisoire également par rapport au budget de l'Etat ainsi qu'à l'enveloppe budgétaire allouée dans le Budget Opérationnel de Programme (BOP) intitulé « appui aux politiques de RH et à l'apprentissage » dont elle fait partie. Il s'agit du BOP 148, qui représente au total de 239 millions d'euros !...

Nous avons suggéré qu'il serait bienvenu de financer la totalité des projets remontés au vu du faible montant en jeu, (8 millions d'euros)...

Nous avons suggéré qu'il serait bienvenu de financer la totalité des projets remontés au vue du faible montant en jeu, (8 millions d'euros)...

Apparemment, un certain nombre de projets comportent de la formation, ce qui pose question car la formation professionnelle relève structurellement du budget de fonctionnement des directions locales. Il apparaît également que certaines demandes seront financées au plan local même en cas de rejet des demandes : les directions sont donc simplement venues chercher des financements complémentaires à leur DGF.

On peut donc en déduire que la rigueur budgétaire fait des dégâts sur les situations de travail et que les Directions ne font pas vraiment de prévention des risques professionnels et cherchent tout simplement à trouver un maximum de fric !

Solidaires est également intervenu pour poser la question du choix de dossiers retenus in fine par le comité de décision, qui est par construction très éloigné du terrain, et sur comment et à quel moment les représentants de personnels sont associés.

Il est clair que nous ne faisons pas partie du comité de décision, et que ce sont les secrétariats généraux qui font remonter les projets. La seule possibilité que nous avons se situe donc en principe au plus près des situations de travail, à condition d'être au courant... Nous ne serions que conseiller de vous renseigner auprès des SG des différents ministères.

Pour **Solidaires Finances**, ces projets sont extrêmement éloignés des préoccupations de la très grande majorité des agents des Finances, notamment au regard des restructurations dues aux suppressions massives d'emplois, des déménagements, des méthodes de management agressives et délétères, du projet de loi Fonction publique...

A noter que ce point ne figurait à l'ordre du jour que grâce à la demande de Solidaires Finances, ce qui n'est guère étonnant vu la teneur des projets que le SG portait. Nous espérons qu'à l'avenir nous serons informés, voire même associés à ce type de projet, que ce soit au niveau ministériel ou local (CHSCTD)...

N'hésitez pas à contacter les représentants Solidaires Finances au CHSCT ministériel

Jean CAPDEPUY - Solidaires Finances publiques - 06 30 53 39 99

Agnes GROUT - Solidaires Douanes - 09 70 27 82 65

Simon DESGOUTTES - SUD INSEE - 06 88 85 22 24

Laurence DOSSET - Solidaires Finances publiques - 06 77 22 98

Jean-Jacques HUET - Solidaires IDD - 02 32 23 45 76

David SIRONNEAU - Solidaires CCRF & SCL - 02 32 81 88 68

Calendrier des prochaines réunions ministérielles

- 4 décembre 2019 groupe de travail CHSCTM
- 16 janvier 2020 CHSCTM

